

Termes de référence (TdR) pour les achats de prestations de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

CONFIDENTIAL

Programme de formation et de coaching sur le genre et l'énergie en Tunisie

**Numéro du projet :
G-012374-006**

**Numéro d'appel
d'offres :
10012520**

0.	Liste des sigles et abréviations.....	2
1.	Contexte.....	3
2.	Mission du contractant	4
3.	Conception.....	8
	Conception technique et méthodologique.....	9
4.	Concept de ressources humaines	9
5.	Consignes de calcul	10
	Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement.....	10
	Aspects de durabilité en matière de voyages	11
6.	Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs	13
7.	Consignes relatives au format de l'offre.....	13

0. Liste des sigles et abréviations

BMZ	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement
Conditions générales	Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
EE	Efficacité Energétique
EFTP	Enseignement et Formation Techniques et Professionnels
ER	Energies Renouvelables
FAST	Féminisme en Action pour une Transformation Structurelle
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
JE	jour(s) d'expert·e
MIME	Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisations Non Gouvernementales
STIM	Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques
TdR	termes de référence

1. Contexte

Le secteur de l'énergie en Tunisie, à l'instar de plusieurs autres secteurs, présente encore des disparités liées aux genres en termes d'accès aux emplois, aux métiers techniques, à l'entrepreneuriat et aux postes de leadership.

En effet, une enquête¹ menée, en octobre 2024, sur l'emploi et l'employabilité des femmes et des hommes dans les entreprises privées des secteurs des énergies renouvelables (ER) et de l'efficacité énergétique (EE) en Tunisie, a montré que la disparité entre les genres au niveau du marché d'emploi dans les deux secteurs persiste.

En effet, concernant l'égalité des genres dans le secteur de l'énergie, l'enquête a révélé que pour le deux secteurs ER et EE, à l'exclusion de l'industrie des équipements d'efficacité énergétique, il y a :

- **Une faible présence féminine** pour l'ensemble du secteur (29%) en particulier pour les ER (27%)
- Sur les 1468 de femmes employées dans les deux secteurs ER et EE, **seules (6%) occupent un poste de direction**
- Une faible présence de femmes dans **les départements techniques (aux alentours de 30%)** tant que leurs présences dans **les postes administratifs est supérieure à 50%.**
- **L'entrepreneuriat féminin reste limité dans le secteur de l'énergie.**

A cet effet, afin de renforcer la présence féminine dans le secteur de l'énergie en Tunisie, un projet global intitulé *Féminisme en Action pour une Transformation Structurale (FAST)*, visant à promouvoir la participation de toutes et tous à la vie sociale, politique et économique en soutenant les acteurs gouvernementaux et de la société civile à introduire des principes clés féministes dans quatre pays partenaires : L'Arménie, la Colombie, le Rwanda et la Tunisie, a été mandaté à la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)* pour une durée de 3 ans (Octobre 2023-Septembre 2026) par le *Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)*.

En Tunisie, le projet *FAST*, mis en œuvre conjointement avec le *Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie (MIME)*, se concentre sur quatre piliers principaux afin de renforcer la présence féminine dans le secteur de l'énergie (ER et EE) :

- Processus et instruments politiques ;
- Conseil et renforcement des capacités ;
- Gestion des connaissances et des meilleures pratiques ;
- Échange Sud-Sud.

Dans cette lignée, le projet *FAST* souhaite mettre en place une activité avec un programme structuré de formation et de coaching destiné aux institutions partenaires du secteur énergétique, à la GIZ, au réseau TWNET et au milieu académique.

Ce programme vise à renforcer les capacités techniques, institutionnelles et individuelles des acteurs du secteur énergétique tunisien, afin de promouvoir l'égalité de genre, l'autonomisation des femmes et leur pleine participation à la transition énergétique.

Cette activité contribue directement à la **promotion de l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes** dans le secteur énergétique. Le genre constitue un **objectif central et structurant** de la mission, tant au niveau des contenus que des bénéficiaires et des résultats attendus.

À ce titre, l'activité est alignée avec le **Gender Marker GIZ GG2**, dans la mesure où :

- elle vise des changements concrets dans les pratiques institutionnelles et les projets
- elle cible directement les femmes professionnelles comme bénéficiaires
- elle produit des outils opérationnels et des recommandations favorisant une transformation durable.

2. Mission du contractant

La mission consiste à organiser des sessions de formation de **1 à 4 jours**, réunissant **environ 20 participant.e.s par session**, à destination des acteurs du secteur énergétique.

Les objectifs de la mission consistent à :

- **Approfondir la compréhension des liens entre genre et énergie**
Renforcer les connaissances des participant.e.s sur les concepts clés liés au genre, aux approches féministes et à leur application au secteur énergétique, en tenant compte du contexte tunisien.
- **Soutenir l'intégration du genre dans les politiques et projets énergétiques**
Développer des compétences pratiques pour intégrer le genre à toutes les étapes du cycle des politiques et projets énergétiques, de la conception au suivi-évaluation.
- **Appuyer le développement professionnel et le leadership des femmes**
Renforcer les compétences des femmes professionnelles du secteur énergétique en matière de leadership, de prise de décision et de gestion de carrière, notamment dans un contexte de transition énergétique.
- **Renforcer l'utilisation des données, de la recherche et des connaissances**
Encourager la production, l'analyse et l'utilisation de données et de recherches sensibles au genre afin d'éclairer les politiques, les projets et le plaidoyer.

Tâche 1 : Coordination avec l'équipe GIZ

- Organisation d'une réunion de lancement (kick-off).
- Réunions préparatoires avec l'équipe GIZ afin de consolider l'identification des besoins, préciser les objectifs, les groupes cibles et les modalités.
- Coordination continue avec la GIZ tout au long de la mission.

Tâche 2 : Conception du programme de formation et de coaching

- Concevoir un programme structuré de formation et de coaching, aligné avec l'approche féministe et les standards de la GIZ.
- Adapter le programme aux différents publics cibles (institutions publiques, GIZ, réseaux, milieu académique).
- Élaborer un agenda détaillé pour les sessions de formation (1 à 5 jours par session pour 20 personnes).

Tâche 3 : Développement des supports de formation

- Élaborer des supports de formation complets, incluant :
 - présentations PowerPoint
 - outils pratiques et grilles d'analyse
 - études de cas et exercices
 - documents de référence.
- Adapter les contenus au niveau et aux besoins des participant.e.s.
- Intégrer des exemples de bonnes pratiques régionales et internationales.

Tâche 4 : Mise en œuvre des formations et du coaching

- Animer les sessions de formation en présentiel et/ou en format hybride.
- Faciliter des méthodes interactives : travaux de groupe, échanges d'expériences, études de cas.
- Assurer des sessions de coaching ciblées :
 - pour les institutions partenaires (intégration du genre, planification d'actions)
 - pour les femmes professionnelles (leadership et développement de carrière).

Tâche 5 : Rapport thématique et capitalisation

- Rédiger un rapport thématique synthétisant :
 - les principaux résultats des formations et du coaching
 - les enseignements clés et bonnes pratiques
 - des recommandations opérationnelles pour la poursuite des actions.
- Contribuer à la capitalisation des expériences au sein de la GIZ.

2.1. Structure du programme de formation (modules indicatifs)

La structure du programme de formation mentionné dans les tâches 2, 3 et 4 sera fait sous formes de modules.

Les modules présentés ci-dessous sont proposés à titre indicatif. Le/la consultant.e est invité.e à proposer des améliorations aux modules suggérés et, le cas échéant, à recommander d'autres modules ou thématiques complémentaires, en fonction de son expertise, des besoins identifiés et des objectifs du programme.

2.1.1. Module 1 – Genre et transition énergétique : cadres, réalités et enjeux (1 jour)

Cible : GIZ, Ministère, ANME, STEG, universités, TWNET, journalistes

Objectif : Établir un langage commun et une compréhension partagée des liens entre genre, énergie et transition énergétique, dans le contexte tunisien.

Contenu :

- Concepts clés : genre, féminisme, intersectionnalité, pouvoir
- Pourquoi le genre est stratégique dans le secteur énergétique
- Panorama du secteur énergétique (contexte mondial et tunisien)
- Données mondiales, africaines et tunisiennes sur le genre et l'énergie
- Présence et positionnement des femmes dans le secteur énergétique tunisien

- Transition énergétique, transformation du marché du travail et opportunités
- Notion de transition juste et inclusive et lien avec la justice de genre.

Format : Formation + cercles de coaching

2.1.2. Module 2 – Intégration du genre dans les politiques et projets énergétiques (2 jours)

Cible : Ministère, ANME, STEG, GIZ, Ressources humaines des différentes structures, Management, Décideurs

Objectif : Passer de la sensibilisation à l'action

Contenu :

- Gender mainstreaming appliqué au secteur énergétique ;
- Intégration du genre dans :
 - stratégies nationales,
 - projets d'efficacité énergétique,
 - énergies renouvelables,
 - transition juste
- Indicateurs et suivi-évaluation sensibles au genre
- Rôle du management dans la transformation culturelle
- **Rôle des hommes et responsabilité managériale dans la promotion de l'égalité**

Études de cas proposées : Afrique du Sud, Maroc, Sénégal, Union européenne

2.1.3. Module 3 - Budgétisation sensible au genre (BSG) dans le secteur énergétique (4 jours)

Cible : Ministère, directions financières, planification, ANME, STEG, GIZ, responsables programmes

Objectif : Renforcer les capacités institutionnelles pour intégrer la dimension genre dans les processus budgétaires liés à l'énergie

Contenu :

- Principes et fondements de la budgétisation sensible au genre
- État des lieux et cadre institutionnel de la BSG en Tunisie
- Lecture genrée des budgets énergétiques
- Analyse d'impact budgétaire différenciée femmes-hommes
- Intégration du genre dans la planification, l'allocation et l'exécution budgétaire
- Exemples internationaux de BSG appliquée au climat et à l'énergie
- Élaboration d'un plan d'action institutionnel
- Appui à l'analyse genrée d'un projet ou programme énergétique existant
- Appui à l'intégration d'indicateurs genre et mécanismes de suivi
- Appui à l'intégration de la BSG dans un processus budgétaire ou planification annuelle

Format : Formation pratique avec exercices appliqués sur des lignes budgétaires réelles ou simulées et ateliers de travail restreints avec équipes techniques concernées.

2.1.4. Module 4 – Femmes, carrières, emplois de demain et leadership (2 jours)

Cible : Femmes professionnelles (STEG, ANME, GIZ, Ministère, académie, TWNET)

Objectif : Renforcer l'accès, la rétention et le leadership féminin

Contenu :

- Obstacles spécifiques aux carrières féminines dans l'énergie
- Emplois de demain dans l'énergie et positionnement des femmes
- Leadership féministe et transformationnel
- Gestion du pouvoir, de la légitimité et de la visibilité
- Négociation, prise de parole et environnements majoritairement masculins
- L'importance du mentorat, parrainage et réseaux professionnels.

Format : Formation + cercles de coaching

2.1.5. Module 5 – Recherche, données et plaidoyer genre & énergie (2 jours)

Cible : Milieu académique, GIZ, TWNET

Objectif : Produire et utiliser des données pour influencer les politiques

Contenu :

- Méthodes de recherche féministe
- Collecte et analyse de données sensibles au genre
- Valorisation et communication des résultats
- Plaidoyer basé sur l'évidence
- Collaboration recherche–institutions–société civile
- Transformation des résultats en messages politiques pertinents.

Format : Formation + études de cas

2.2. Planning et efforts requis

Pour mener ladite mission, l'effort en termes d'Expert.e-Jours (E-J) est estimé jusqu'à 33 E-J répartis conformément au planning global de la mission et à partir de la date de signature du contrat.

Le tableau ci-après fournit une proposition de date et de répartition des efforts par tâche ainsi qu'une synthèse des livrables attendus.

Tâches	Livrables	Délais
Tâche 1 : Kick-off	Livrable 1 : Compte rendu de la réunion de démarrage avec clarification des attentes et ajustement du périmètre et des modules	- 1 mois après la signature du contrat
Tâche 2 : Conception du programme de formation et de coaching	Livrable 2.1 : Modules structurés et adaptés aux groupes cibles Livrable 2.2 : Agenda détaillé (contenus, méthodes, durée, formats)	- 2 mois après la signature du contrat
Tâche 3 : Développement des supports de formation	Livrable 3 : Matériel de formation, outils et présentations	- 5 mois après la signature du contrat
Tâche 4 : Mise en œuvre des formations et du coaching	Livrable 4 : Sessions de formation	- 10 mois après la signature du contrat
Tâche 5 : Rapport thématique et capitalisation	Livrable 5 : Rapport de synthèse, recommandations opérationnelles, enseignements clés	- 11 Mois après la signature du contrat

Tous les livrables seront remis en version Word et/ou PPT, en langue française conformément à la charte graphique de la GIZ et du projet global FAST.

Durée de la mission : **Du 31.07.2026 au 30.06.2027**

3. Conception

Le soumissionnaire doit montrer dans son offre *comment* les prestations mentionnées au chapitre 2 (Mission du contractant) peuvent être fournies, le cas échéant en tenant compte d'autres exigences méthodologiques (conception technique et méthodologique). Le

soumissionnaire doit en outre décrire de quelle manière sera organisée la gestion du projet pour la fourniture de prestations.

Conception technique et méthodologique

Stratégie (1.1) : le soumissionnaire doit aborder les tâches lui incombant en se plaçant dans le contexte des objectifs des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres (cf. chapitre 1 « Contexte ») (1.1.1). Ensuite, le soumissionnaire présente et justifie la stratégie explicite qu'il entend mettre en œuvre pour fournir les prestations dont il assume la responsabilité (cf. chapitre 2 « Mission du contractant ») (1.1.2).

Le soumissionnaire doit décrire les **processus** essentiels des prestations dont il aura la responsabilité et établir un **plan d'opérations** ou un planning d'exécution (1.4.1) montrant comment les prestations définies au chapitre 2 (Mission du contractant) seront fournies.

4. Concept de ressources humaines

Le/la soumissionnaire doit proposer des personnels pour les postes mentionnés ci-après et décrits en termes de tâches et de qualifications et joindre les curriculums vitæ correspondants (cf. chapitre 7).

Les qualifications énumérées ci-après correspondent aux exigences permettant d'atteindre le total maximal de points dans le cadre de l'évaluation technique.

Expert.e en genre appliqué au secteur de l'énergie

Tâches de l'expert.e

- Coordination avec l'équipe GIZ
- Conception du programme de formation et de coaching
- Développement des supports de formation
- Mise en œuvre des formations et du coaching
- Rapport thématique et capitalisation

Qualifications requises pour l'expert/e

- Formation (2.2.1) : Diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures/ master) dans le domaine du genre, énergie, développement, politiques publiques ou domaine connexe

Licence, Maîtrise, Bachelor	6
Bac + 5 ou plus (Master 2, DEA, DESS, PhD, Doctorat)	10

- Langue (2.2.2) : Excellente maîtrise du français (niveau C1 selon CEFR) ;
- Expérience professionnelle générale (2.2.3) : 10 ans d'expérience dans le domaine du genre

1- 3 ans	2
4- 6 ans	5

7- 9 ans	8
10 ans ou plus	10

- Expérience professionnelle spécifique (2.2.4)

- Intégration du genre et approches féministes : 7 ans d'expérience dans l'intégration du genre au sein de politiques, stratégies ou programmes.

1-3 ans	1
4-6 ans	2
7 ans ou plus	4

- Secteur de l'énergie ou secteurs techniques comparables : 3 références dans le secteur de l'énergie ou des secteurs techniques comparables.

1-2 références	1
3 références ou plus	2

- Formation, facilitation et coaching : 5 références dans la mise en œuvre de formation, facilitation ou coaching.

1-2 références	1
3 – 4 références	2
5 références ou plus	4

- Expérience régionale (2.2.6) : 3 références dans des projets régionaux (Afrique ou MENA) :

1-2 référence(s)	7
3 ou plus	10

5. Consignes de calcul

Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement

Les frais de subsistance seront remboursés sous forme d'indemnités journalières forfaitaires à concurrence des plafonds fiscaux applicables au pays considéré, selon le tableau des taux par pays figurant dans la circulaire du ministère fédéral allemand des Finances (BMF) relative au remboursement des frais de mission et de déplacement (à consulter sous [Bundesfinanzministerium - Steuerliche Behandlung von Reisekosten und Reisekostenvergütungen bei betrieblich und beruflich veranlassten Auslandsreisen ab](#)

1. Januar 2026 (ALLEMAND SEULEMENT)) [page du ministère intitulée « Traitement fiscal des frais de déplacement et remboursements de frais de déplacement lors de déplacements à l'étranger motivés par des raisons professionnelles et raisons liées à l'entreprise à partir du 01/01/2025 »)].

Les frais d'hébergement seront remboursés sous forme d'indemnité d'hébergement comme indiqué dans le cadre estimatif détaillé ci-après.

Les frais correspondants à un dépassement raisonnable du plafond de l'indemnité d'hébergement pourront être remboursés sur présentation de justificatifs et s'ils font l'objet d'une justification particulière.

Tous les voyages et déplacements doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la personne responsable du projet.

Aspects de durabilité en matière de voyages

La GIZ est tenue de réduire les émissions de gaz à effet de serre (émissions de CO₂) provoquées par les voyages. Lors de l'élaboration de votre offre, veuillez tenir compte des possibilités de parvenir à cette réduction, p. ex. en choisissant la classe de réservation causant le moins d'émissions (classe économique) ou en optant pour les moyens de transport, les compagnies aériennes et les itinéraires présentant la meilleure efficacité en termes de CO₂. Pour les trajets courts, il convient de privilégier le train (2^e classe) ou l'e-mobilité.

Les émissions de CO₂ causées par les voyages en avion doivent être compensées. À cet égard, la GIZ prescrit un budget via lequel les coûts de la compensation des émissions de CO₂ peuvent faire l'objet d'un décompte établi sur la base de justificatifs.

Le marché des certificats d'émissions de CO₂ rassemble une multitude de prestataires qui proposent différents critères d'impact sur le climat. La [fondation Alliance pour le développement et le climat](#) (site en allemand et en anglais) a publié une [liste de normes \(en allemand\)](#) dont la GIZ recommande l'application.

Cadre estimatif détaillé :

Note : **Veuillez calculer votre offre de prix précisément sur la base des paramètres indiqués dans le tableau suivant. Toute déviation mènera à la requalification de votre offre en offre variante et de son exclusion de la procédure !**

Jours d'honoraires	Nombre d'expert·e·s	Nombre de jours par expert·e	Total	Observations
Expert.e	1	33	33	14 jours dans le pays d'intervention 19 jours dans le pays de résidence

Frais de voyage et de déplacement	Quantité	Prix EUR	Total EUR	Observations
Indemnités journalières pour le pays d'intervention	14	A déterminer par le soumissionnaire	A déterminer par le soumissionnaire	Remboursées sous forme forfaitaire à concurrence des plafonds fiscaux applicables selon la circulaire du BMF
Indemnités d'hébergement pour le pays d'intervention	14	A déterminer par le soumissionnaire	A déterminer par le soumissionnaire	<p>sur présentation de justificatifs, les frais d'hébergement peuvent faire l'objet d'un décompte jusqu'à 100 % des montants forfaitaires prévus par la circulaire du BMF</p> <p>Jusqu'à 75 % des plafonds indiqués dans cette même circulaire peuvent faire l'objet d'un décompte au forfait.</p> <p><u>Veuillez indiquer dans le bordereau de prix si votre offre s'entend avec un mode de décompte au forfait ou sur présentation de justificatifs.</u></p>
Transport	Quantité	Nombre de jours par expert·e	Total	Observations
Vols internationaux	3	A déterminer par le soumissionnaire	A déterminer par le soumissionnaire	3 vols (Aller/Retour) jusqu'au lieu de la fourniture des prestations en Tunisie, <u>sur justificatif</u>
Compensation des émissions de CO ₂ pour les trajets en avion	6	50,00	300,00	Il est prévu un budget de compensation des émissions de CO ₂ permettant un <u>décompte sur présentation de justificatifs.</u>
Frais de déplacement (taxi, voiture particulière)	6	A déterminer par le soumissionnaire	A déterminer par le soumissionnaire	Déplacements à l'intérieur du pays d'intervention, transfert depuis et à destination de l'aéroport, etc.
Autres coûts	Quantité	Prix EUR	Total EUR	Observations
Rémunération flexible	1	3.600,00	3.600,00	<p>Un budget est prévu pour la rémunération flexible, déjà inclus dans le bordereau de prix.</p> <p><u>Le recours à l'élément de rémunération flexible</u></p>

				requiert l'autorisation écrite préalable de la GIZ.
--	--	--	--	--

6. Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs

Il est prévu que la GIZ et/ou d'autres acteurs assurent les prestations suivantes :

- Logistique pour les ateliers

7. Consignes relatives au format de l'offre

La structure de l'offre du soumissionnaire doit correspondre à celle des TdR. Notamment le plan détaillé de la conception (chapitre 3) doit correspondre à la structure des critères pondérés (et non dotés d'un facteur de pondération 0) du schéma d'évaluation. L'offre doit être facile à lire (police de taille 11 ou supérieure) et être rédigée de manière intelligible. **Elle est à établir en langue Française.**

L'offre dans son ensemble ne doit pas excéder 10 pages (CV non inclus). Si le nombre maximum de pages prescrit est dépassé, le contenu des pages en surnombre ne sera pas pris en compte dans l'évaluation. Les contenus externes (tels que les liens conduisant à des pages web) ne seront pas non plus pris en compte.

Les CV de la personnes proposées conformément au chapitre 4 des TdR sont à présenter au format précisé dans les conditions de candidature (ou format similaire). Chaque CV ne doit pas dépasser 4 pages. Tout CV doit indiquer, pour chaque projet mentionné, le poste que la personne proposée a occupé, les fonctions qu'elle a exercées et la durée de son engagement. **Les CV doivent être rédigés en français.**

Veillez calculer précisément votre offre de prix sur la base des paramètres indiqués au point 5 « Consignes de calcul ».
